

L'Avenir des Combustibles

PAR MANFRED WARDA

COMME D'AUTRES GLOBAL UNIONS, LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS DE LA CHIMIE, DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES INDUSTRIES DIVERSES (ICEM) A RÉAGI RAPIDEMENT EN PLAÇANT LA CRISE FINANCIÈRE ET LA RÉCESSION MONDIALE AU CENTRE DE SON ACTION.

Réunis le 6 novembre 2008 à Genève alors que le monde était encore sous le choc de l'effondrement du système financier mondial, les dirigeants de la Fédération n'ont pas mâché leurs mots.

Dans sa déclaration, le Présidium de l'ICEM parle d'un tournant dans l'histoire qui démontre que le système capitaliste ne fonctionne pas, et il réclame un changement, plus particulièrement la création d'un nouveau capitalisme mondial plus équitable fondé sur "une gouvernance et une supervision financières rigoureuses, assorties d'un ensemble de nouvelles règles mondiales."

Les dirigeants syndicaux savent mieux que quiconque que ceux qui ont le moins de responsabilité dans cette crise sont les plus vulnérables, ceux qui en souffriront le plus et qui auront le plus de mal à s'en remettre par la suite.

Toutes les industries de l'ICEM sont touchées. Il est clair que l'impact sera encore plus profond en 2009. La chute des ventes de l'industrie de l'automobile affecte instantanément le secteur du pneu, du caoutchouc et des plastiques. Les travailleurs de l'industrie du verre

plat dépendent en partie du secteur automobile et pâtissent tout autant du ralentissement de la construction. La baisse des cours des matières premières déprime le secteur minier et la chimie générale.

Mais la crise et la récession ne peuvent servir d'excuse pour encore aggraver la situation en revenant sur les engagements pris à l'échelon international en faveur du développement des pays les plus pauvres.

Pour le Présidium de l'ICEM, les institutions financières internationales et la communauté internationale ne peuvent pas revenir sur leurs engagements en matière de projets dans les pays qui en ont le plus besoin ni abandonner ou ralentir les efforts consentis pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement.

Pour sa part, l'ICEM a l'intention de mettre à profit ses liens avec le Conseil des Global Unions pour mettre sur pied une campagne syndicale axée sur une transformation radicale de l'économie mondiale, avec une gouvernance et une supervision financières plus rigoureuses et des règles inflexibles ainsi que sur

l'avènement d'un nouvel ordre dans lequel les pays en développement seront associés en plus grand nombre au processus de surveillance et de contrôle du capital mondial.

Dans les industries de l'énergie, et dans le secteur pétrolier en particulier, la tourmente économique et la récession sont rendues encore plus aléatoires par l'impact de la baisse du cours du pétrole.

Dans l'ensemble, le monde reste extrêmement tributaire des combustibles fossiles. Bien que le pétrole reste le combustible le plus consommé dans le monde, au cours des six dernières années, il n'a cessé de perdre des parts du marché mondial au profit du charbon principalement.

La hausse de la consommation de charbon et de la demande de pétrole provient des économies en plein essor de Chine et d'Inde. En fait, la région Asie-Pacifique a absorbé les deux tiers de la croissance de la consommation mondiale d'énergie en 2007, avec une progression moyenne supérieure à 5 pour cent. La Chine représentait à elle seule la moitié de cette croissance.

La plupart des analystes prévoient que d'ici 2030, les combustibles fossiles, avec le pétrole en tête, répondront encore à plus de 85 pour cent des besoins énergétiques de la planète. La part totale des combustibles non fossiles dans le bouquet énergétique progressera, mais à partir d'une basse de départ très basse.

S'agissant du court terme, la demande énergétique est en recul en raison du ralentissement de l'activité manufacturière. La demande a chuté dans le second semestre de 2008 et les stocks mondiaux de pétrole se sont accumulés. Au troisième trimestre 2008, la consommation de pétrole des États-Unis a diminué de près d'un million de barils par jour, ce qui représente une baisse d'environ 5 pour cent. À la fin 2008, elle avait chuté de 6,5 pour cent et la tendance devrait se poursuivre en 2009.

Depuis le début 2008, les cours du pétrole se sont montrés instables. L'augmentation de la demande des pays émergents, les craintes à propos de l'approvisionnement futur et de l'instabilité régionale ainsi que la spéculation ont fait bondir le cours de référence du brut à près de 150 \$ le baril avant de retomber à environ 40 \$. L'évolution en pourcentage du cours a montré des fluctuations en plus ou en moins de 12 pour cent ou plus en une seule séance en janvier 2009.

Les conséquences furent évidentes. La chute des cours a conduit à l'annulation ou au report d'une série d'investissements dans l'industrie pétrolière. Les prix vont rester bas pendant la phase de dépression, les campagnes d'exploration vont ralentir et la capacité de production sera excédentaire par rapport à la demande.

Toutefois, les prix vont rebondir. L'industrie réduisant ses investissements, les capacités seront moins importantes pour répondre à la demande lorsque l'économie mondiale entamera sa reprise.

L'approvisionnement en pétrole et en gaz n'est pas encore sur le point de se tarir bien qu'il soit très probable que nous arrivions à la fin de l'ère du pétrole "bon marché" dont l'extraction ne coûte que quelques dollars par baril.

Les champs pétroliers faciles à exploiter ne se trouvent qu'au Moyen-Orient, dans des structures géologiques terrestres relativement simples. L'Irak est probablement le seul pays où ce genre de réserves sont actuellement sous-exploitées.

Mais la base d'exploitation reste importante et s'accroît et, si l'on ajoute à cela les quantités énormes de pétrole non-conventionnel extractible, la demande mondiale peut encore être satisfaite pour ce qui est de l'avenir proche.

Le problème, par contre, se situe au niveau de la disponibilité



L'approvisionnement en pétrole et en gaz n'est pas encore sur le point de se tarir bien qu'il soit très probable que nous arrivions à la fin de l'ère du pétrole "bon marché" dont l'extraction ne coûte que quelques dollars par baril.



du pétrole nécessaire. À l'avenir, la production va de plus en plus s'orienter vers des ressources offshore situées en eaux très profondes, dans des environnements hostiles ou écologiquement sensibles, comme l'Arctique, et vers ce qu'il est convenu d'appeler les sources "non-conventionnelles", comme les sables pétrolifères, le schiste bitumineux et les gisements de pétrole lourd.

C'est, par exemple, dans le nord de l'Alberta, au Canada, que se trouvent les plus grandes réserves mondiales de sable bitumineux, estimées à 174 milliards de barils de pétrole. Leur extraction reste onéreuse et beaucoup des ambitieux projets en cours de développement tablent sur des cours du pétrole de l'ordre de 75 \$ le baril.

Bien qu'énormes, ces réserves pourraient être dépassées de très loin par les gisements américains de schiste bitumineux souterrain des Montagnes rocheuses dont il est dit qu'elles contiendraient 800 milliards de barils de pétrole,

c'est-à-dire trois fois les réserves de l'Arabie saoudite. L'extraction sera onéreuse et nécessitera des quantités gigantesques d'eau.

La probable permanence de la dépendance de l'économie mondiale des combustibles fossiles est extrêmement problématique du point de vue du changement climatique.

Le monde tourne à condition d'avoir l'énergie dont il a besoin, mais il faudra faire en sorte de passer à un avenir durable qui génère davantage d'emplois et améliore la qualité de vie de tous. C'est pourquoi relever le défi du changement climatique est, comme la nécessité de faire passer l'individu en premier, une des revendications fondamentales des syndicats au travers des stratégies qu'ils élaborent pour une reprise durable et pérenne.

Manfred Warda est le Secrétaire général de la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses.